



Honduras : fin de la parenthèse conservatrice

Kévin Parthenay

► To cite this version:

Kévin Parthenay. Honduras : fin de la parenthèse conservatrice. Les Études du CERI, 2022, Amérique latine. L'Année politique 2021, 259-260, pp.94-99. 10.25647/etudesduceri.259-260.14 . hal-03676814

HAL Id: hal-03676814

<https://sciencespo.hal.science/hal-03676814>

Submitted on 10 Nov 2022

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution - NonCommercial - NoDerivatives 4.0 International License

Honduras : fin de la parenthèse conservatrice

par Kevin Parthenay

L'élection générale hondurienne du 28 novembre 2021 avait pour objectif de renouveler les mandats du président de la République, des 128 députés du Congrès national, des 20 députés du Parlement centraméricain et des 298 maires (et 2 092 conseillers municipaux). Cette élection s'est inscrite dans une dynamique de dégradation démocratique constante depuis le coup d'Etat contre Manuel Zelaya survenu en 2009. L'ex-première dame et épouse de Zelaya, Xiomora Castro, a remporté cette élection à la tête du parti Liberté et refondation (LIBRE), avec 51,12 % des voix, notamment devant le candidat du Parti national du Honduras (PNH) Nasry Asfura, maire de la capitale Tegucigalpa (36,93 %). Cette victoire symbolise la fermeture d'une parenthèse dans l'histoire contemporaine du pays mais soulève dans le même temps de nombreuses attentes vis-à-vis de la démocratie hondurienne¹.

Fermeture d'un cycle politique conservateur

Le coup d'Etat de 2009 a mis un terme à la tradition centenaire du bipartisme entre le PNH, marqué par un conservatisme libéral, et le Parti libéral du Honduras (PLH), défenseur d'un libéralisme progressiste. La normalisation consécutive par les élections a constitué une fracture en matière d'exercice légitime du pouvoir et d'émergence de nouvelles forces politiques, notamment le parti LIBRE. En dépit de cette ouverture de l'échiquier politique, cette normalisation post-crise politique de 2009 a progressivement donné lieu à une radicalisation du conservatisme, en particulier à l'occasion du second mandat de Juan Orlando Hernández (2013-2017, 2017-2021). Le contournement des règles constitutionnelles pour se maintenir au pouvoir et l'intensification de la répression à l'égard des contestations ont contribué à fragiliser la démocratie hondurienne. Les institutions électorales ont été à leur tour contestées lors des élections de 2013 et 2017.

La normalisation par la démocratie électorale et la continuité inédite au pouvoir du PNH (de 2009 à 2021) n'a pas épuisé un élan politique né sous l'administration Zelaya. Cet élan a été régulièrement réactivé, avec la création en 2011 par Xiomora Castro du mouvement LIBRE (issu du Front national de résistance populaire), du Parti anti-corruption (PAC) en 2012 ou encore la constitution d'une alliance d'opposition contre la dictature lors de l'élection de 2017 (menée par Salvador Nasralla, ex-leader du PAC). Ces séquences se sont nourries de protestations sociales (avec le slogan « #FueraJOH ») contre l'essor de la corruption endémique et de politiques répressives, notamment à compter de 2017.

Dans cette trajectoire, la victoire de Xiomora Castro, consécutive à deux candidatures antérieures, peut s'interpréter comme la clôture d'un cycle politique ouvert en 2009.

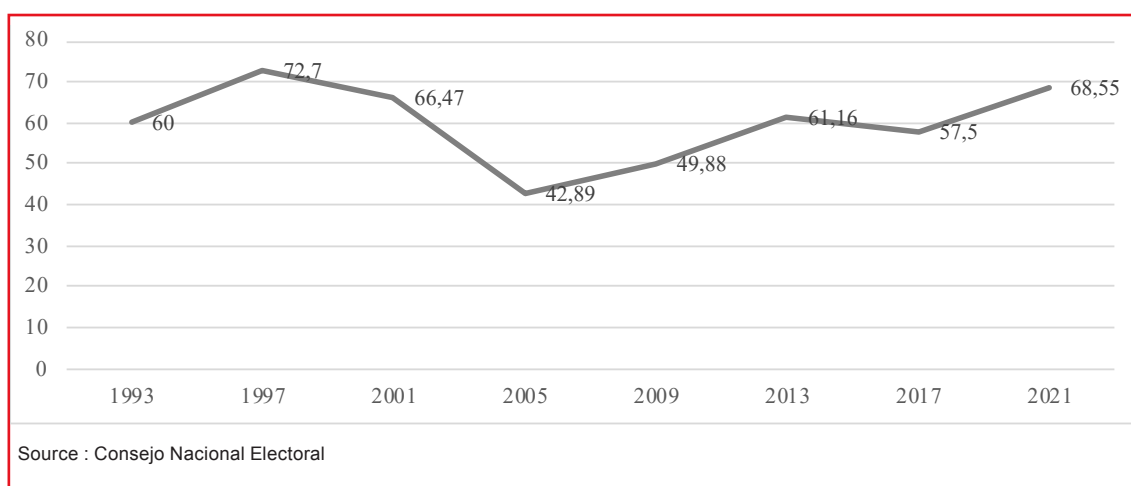
¹ Ce texte n'a pas pu prendre en compte les événements qui ont eu lieu au début de l'année 2022 liés à l'élection du directoire du Congrès national, à la suite de la défection de vingt députés élus du parti LIBRE.

La démocratie hondurienne en chantier

Dans la dernière décennie, la société hondurienne a été confrontée à un autoritarisme compétitif², à une intensification de la corruption, à des violations répétées des droits humains et à la consolidation des liens entre l'Etat et le narcotrafic³.

En dépit de ce renforcement d'un conservatisme autoritaire, l'élection de 2021 a ouvert des perspectives d'amélioration de la démocratie électorale (institutions électorales non contestées, irrégularités limitées, faible nombre d'actes de violence durant la campagne). On relève notamment une participation accrue (68,55 %⁴), inégalée depuis la fin des années 1990 (Figure 4). Elle s'explique essentiellement par l'intensité du rejet de l'administration Orlando Hernández.

Figure 4
Evolution de la participation électorale au Honduras (%)



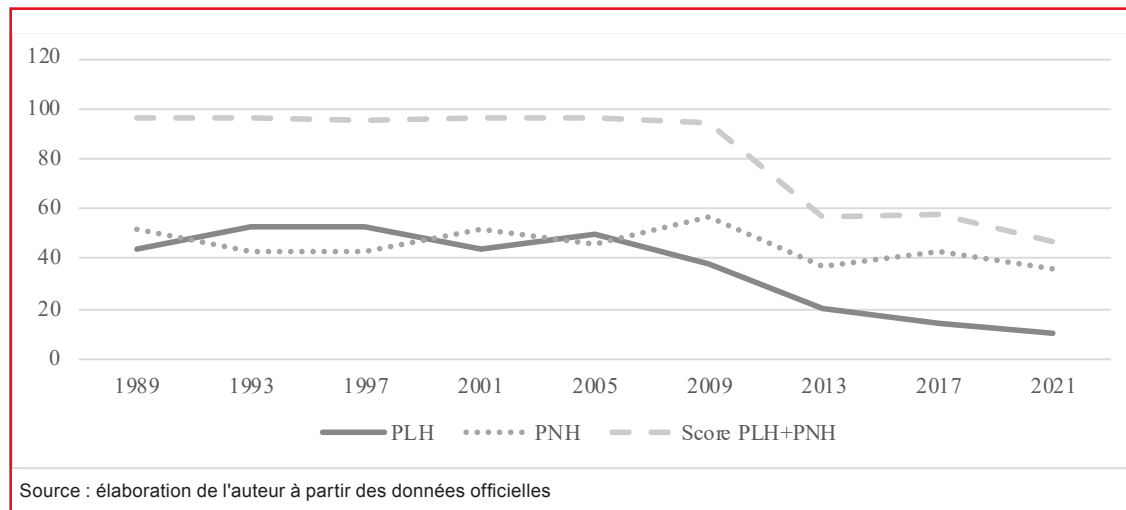
Depuis le coup d'Etat, la restructuration du spectre politique positionne LIBRE comme la force politique de substitution du PLH, ayant canalisé une large partie de son électorat. Pour autant, cette élection confirme bien la fin du bipartisme (Figure 5). Le PLH se maintient en troisième position, avec un électorat en baisse, mais obtient 10 % des voix pour le scrutin présidentiel. Au-delà de ces trois principaux partis, de plus petits partis politiques se font et se défont au gré des élections, mais élargissent la représentation, notamment au sein du Congrès national. En 2013, sept partis politiques disposaient d'au moins un siège au Congrès, huit en 2017 et six en 2021.

² S. Levitsky, L. Way, *Competitive Authoritarianism : Hybrid Regimes after the Cold War*, Cambridge, Cambridge University Press, 2010.

³ Voir les affaires judiciaires impliquant le président Juan Orlando Hernández et ses proches, notamment son frère Tony Hernández.

⁴ Cet article est écrit alors que 98,84 % des actes sont scrutés (au 9 décembre 2021).

Figure 5
Evolution des résultats des élections
présidentielles honduriennes (PLH/PNH)



Sur le plan des symboles, cette élection est également historique dans la mesure où pour la première fois depuis 1902, un parti autre que le PLH et le PNH va exercer le pouvoir. Pour la première fois également, une femme exercera les plus hautes fonctions de l'Etat. Malgré ces inflexions historiques, la gestion de Xiomora Castro ne se fera pas sans difficultés.

Tout d'abord, le parti LIBRE n'a pas obtenu la majorité au Congrès. Avec 51 sièges, il lui en manque 13 pour atteindre cette majorité (64), et 33 pour la majorité qualifiée (84). Les contre-pouvoirs sont présents et obligeront Castro à gouverner en cherchant des coalitions. On peut en revanche supposer que les quatorze sièges obtenus par le parti nouvellement créé par le vice-président élu Salvador Nasralla, le Parti sauveur du Honduras (PSH), constituent une réserve de soutien potentiel pour elle. Lors de l'élection de 2017, Castro s'était elle-même rangée derrière Nasralla dans une coalition élargie d'opposition à la dictature. De même, le PAC met en avant des thèmes convergents avec LIBRE et pourrait s'en rapprocher. La récente annonce de Yani Rosenthal, candidat du PLH, relative au soutien du candidat présenté par LIBRE pour présider le Congrès laisse à penser que, bien que sans majorité, le gouvernement Castro pourra bénéficier de nombreux soutiens (hypothèse minimaliste, coalition de 66 députés, maximaliste, autour de 73 députés).

Tableau 15
Sièges obtenus au Congrès
lors des élections générales au Honduras

	1989	1993	1997	2001	2005	2009	2013	2017	2021
PLH	71	67	67	55	62	45	27	26	21
PNH	55	55	55	61	55	71	48	67	40
Parti démocrate chrétien (PDC)	1		2	4	5	-	1	1	1
Parti innovation et unité (PINU)	-	2	3	3	2	-	1	4	-
Unification démocratique (UD)	-	-	1	5	4	-	1	1	-
LIBRE	-	-	-	-	-	-	37	30	51
PAC	-	-	-	-	-	-	13	1	1
Alliance patriotique hondurienne (APH)	-	-	-	-	-	-	-	1	
PSH (créé en 2020)	-	-	-	-	-	-	-	-	14
Source : élaboration de l'auteur à partir des données officielles									

Les principaux enjeux du mandat de l'administration Castro

•Rétablir l'Etat de droit

Durant cette législature, des postes clés des institutions démocratiques honduriennes seront distribués, notamment celui de procureur général de la République (*Procurador General de la República*, pour quatre ans) en 2022, ainsi que les magistrats de la Cour suprême pour les sept prochaines années et le procureur général du Ministère public (*Fiscal General de la República*) pour cinq ans en 2023. La répartition de ces postes entre les différentes forces politiques garantira l'équilibre des pouvoirs et des institutions. Autre élément à surveiller, l'engagement de la candidate Castro à remettre sur pied une Commission internationale contre la corruption et l'impunité, après la suppression de sa précédente version, la Mission d'appui contre la corruption et l'impunité au Honduras (MACCIH) par Juan Orlando Hernández.

•Lutter contre la polarisation

En dépit de cette large participation et de l'élection de Castro, une polarisation très forte se maintient dans le pays. Si le scrutin présidentiel a mis aux prises deux options générales – une « droite corrompue » versus une « gauche radicale »⁵ –, la polarisation est toujours fortement enracinée à l'échelle des territoires. Malgré la victoire de LIBRE, le contrôle territorial du PNH demeure important. Il a certes perdu quarante et une municipalités par rapport à 2017, mais il en conserve cent trente-deux. LIBRE est une force nationale, mais en croissance uniquement

⁵ D. Vásquez, « La victoria de Xiomara Castro en la Honduras de la "democracia oligárquica" », *Nueva Sociedad*, novembre 2021 (<https://nuso.org/articulo/xiomara-castro-en-la-honduras-de-lademocracia-oligarquic/>).

à l'échelle locale. Lors de cette élection, il a remporté vingt-six municipalités supplémentaires, soit cinquante-sept au total. Il a pris au PNH les deux plus grandes villes du pays : Tegucigalpa (gouvernée depuis vingt-quatre ans par le PNH) et San Pedro Sula (poumon économique et industriel du pays, gouvernée depuis 2014 par le PNH). Bien qu'en déclin sur le plan national, le PLH a remporté quatre-vingt-onze municipalités.

•Garantir les libertés

Depuis bientôt deux décennies, la société hondurienne vit sous le verrou de l'insécurité criminelle ainsi que sous la domination des élites politico-économiques (domination oligarchique⁶). Face à l'exacerbation des inégalités, Xiomora Castro aura ainsi la lourde tâche de refonder le contrat social hondurien, consolider la confiance des citoyens dans les institutions, lutter contre la pauvreté extrême et garantir les libertés individuelles. Sur ce dernier point, l'insécurité tout autant que la protection d'intérêts économiques constitués (notamment dans le domaine énergétique) ont menacé les libertés, et notamment la liberté d'expression de la presse. La recrudescence des assassinats de journalistes et activistes, notamment environnementalistes, a stigmatisé le pays dans les dernières années.

•Développement, inégalité et vulnérabilité climatique

Le Honduras appartient à la catégorie des Etats faillis ou effondrés. Le rapprochement entre l'Etat hondurien, en particulier sous l'administration Hernández, et le narcotrafic en témoigne. La faible capacité d'intervention et de régulation de l'Etat (renforcée par une corruption endémique) explique autant les retards de développement socio-économiques, que les inégalités extrêmes et l'incapacité de réduire la vulnérabilité climatique du pays. Castro devra ainsi faire face à l'augmentation de la pauvreté et de l'extrême pauvreté, estimées respectivement autour de 60 % et 13 %, et accentuée par les effets de la pandémie de Covid-19. Par ailleurs, l'intensification des phénomènes climatiques extrêmes constitue un enjeu fondamental pour le pays (inondations, sécheresses, ouragans) et requiert une attention particulière sur le volet de l'adaptation et de l'atténuation. En matière économique, la croissance économique dépendra beaucoup quant à elle de l'évolution des relations avec les Etats-Unis et la Chine. Si les entrepreneurs honduriens continueront *a priori* à exporter vers les Etats-Unis plutôt que vers la Chine, les tensions diplomatiques sont susceptibles d'avoir des répercussions majeures sur la structure de la balance commerciale hondurienne. Le rôle des relations extérieures est essentiel pour comprendre l'évolution des enjeux socio-économiques du pays.

⁶ A. Schneider (dir.) *Construcción del Estado y regímenes fiscales en Centroamérica*, Guatemala, F&G Editores, 2014 ; C. Meléndez Carlos, « Evolución del clientelismo en Honduras (2009-2017) », in J. Castellanos, S. Romero (dir.), *Encrucijadas de la democracia en Honduras y América Central*, Tegucigalpa, IUDPAS, 2019, pp. 367-380 ; K. Parthenay, *Crises en Amérique latine. Les démocraties déracinées (2009-2019)*, Paris, Armand Colin, 2020.

L'élection hondurienne dans le contexte latino-américain

Quelle « gauche » au pouvoir ? Cette élection place à la tête du pouvoir un nouveau gouvernement dit « de gauche » et s'inscrit dans un cycle latino-américain plus vaste marquant une résilience forte des forces de l'ex-« vague rose »⁷. On retiendra que le Honduras de Castro pourra compter sur des soutiens régionaux de poids et potentiellement diversifiés, entre les forces radicales (Venezuela, Cuba, Nicaragua, Bolivie) héritées du socialisme du ^{xxi}^e siècle et des forces plus modérées, notamment à l'échelle continentale, telles que l'Argentine et le Mexique. Dans ce contexte, quels sont les signaux permettant de préciser le positionnement de Castro ? Socialisme radical ou gauche pragmatique et modérée ? Durant sa campagne, Xiomara Castro a fait la promotion d'un « socialisme démocratique ». Son programme fait mention d'une « refondation de la patrie et de construction d'un Etat socialiste et démocratique »⁸. Il fait ainsi écho aux orientations de la vague rose des années 2000 en se caractérisant par les aspects suivants : opposition au modèle néolibéral ; affirmation de la souveraineté populaire – notamment à travers le projet d'Assemblée nationale constituante (projet qui avait motivé le coup d'Etat en 2009) ; lutte contre la corruption ; politique extérieure souveraine et solidaire. Sur le plan des valeurs, ses positions sont toutefois ambiguës, notamment vis-à-vis de l'avortement qui demeure conditionné ou des discriminations de genres et droits LGBTQI+, avec un silence remarqué sur la question du mariage pour tous. Ainsi, la rhétorique employée dans plusieurs notes programmatiques du parti LIBRE fait plutôt pencher la balance vers un socialisme radical dénonçant la « géopolitique impériale des Etats-Unis »⁹, et mobilisant des référents culturels tels que Simón Bolívar, Sandino ou encore Hugo Chávez et Evo Morales. Le type de gauche incarné par Castro déterminera son positionnement à l'échelle régionale, et notamment la nature de ses alliés internationaux. Les annonces faites pendant la campagne relatives à la reconnaissance de la République populaire de Chine, impliquant de renoncer à reconnaître Taïwan, laissent entrevoir une possible crispation avec Washington, d'autant plus que les soutiens centraméricains de la Chine se sont multipliés ces dernières années¹⁰.

Si cette élection de 2021 est historique à de nombreux égards, le gouvernement Castro devra composer avec une scène politique caractérisée par une fragmentation législative et une polarisation territoriale fortes. La construction de coalitions variables au Congrès et d'alliances internationales détermineront la capacité du gouvernement Castro à intervenir sur les enjeux majeurs pour le pays.

⁷ O. Dabène (dir.), *La Gauche en Amérique latine*, Paris, Presses de Sciences Po, 2012.

⁸ X. Castro, « Plan de Gobierno para refundar Honduras 2022-2026 » (<https://libre.hn/plan-de-gobierno-de-xiomara-2022-2026>).

⁹ LIBRE, « El Golpe de Estado de 2009 en la geopolítica imperial de EEUU » (<https://libre.hn/golpe-de-estado-geopolitica-imperial>).

¹⁰ Le Costa Rica (2007), le Panama (2017), le Salvador, la République dominicaine (2018) et le Nicaragua (2021).